



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACRO ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 12 - du 19 au 26 mars 2021

Au programme cette semaine

- **Afrique australe** : Publication de l'indice de liberté économique pour l'année 2020
- **Afrique du Sud** : L'inflation ralentit et atteint 2,9% au mois de février
- **Afrique du Sud** : La SARB maintient son taux directeur à 3,5% (SARB)
- **Angola** : Annonce du plan de développement industriel 2025
- **Botswana** : S&P maintient sa notation souveraine à BBB+
- **Namibie** : Lancement du plan de développement (*Harambee Prosperity*).
- **Zambie** : Les conditions de crédit demeurent tendues dans le pays.

Zoom sur... l'appui budgétaire de la Banque Mondiale à l'Angola

Le 16 mars, le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé un appui budgétaire d'un montant de 700 MUSD en faveur de l'Angola, visant à soutenir le gouvernement dans la mise en place d'une croissance soutenable et inclusive et pour financer la réponse à la crise du Covid-19.

Cet appui budgétaire est le deuxième d'une série de trois. Il s'appuie sur deux piliers : d'une part, l'amélioration de l'environnement macro-financier et institutionnel et d'autre part, la protection des plus vulnérables. Pour pouvoir décaisser ce financement, la Banque Mondiale demande au gouvernement de mettre en œuvre un certain nombre d'actions dans les domaines suivants : (i) transparence dans la gestion des finances publiques, avec notamment la publication régulière de bulletins faisant état de la situation de la dette publique ; (ii) amélioration de la supervision bancaire, (iii) renforcement dans la gestion des entreprises publiques, (iv) réforme des systèmes de subvention pour les produits pétroliers, l'eau et l'électricité, (v) renforcement de la réglementation de la concurrence, (vi) mise en œuvre d'un filet de sécurité sociale adapté (registre unique des assurés sociaux) et (vii) promotion de l'inclusion financière. Cet appui budgétaire s'inscrit dans une dynamique renouvelée des engagements de la Banque Mondiale en Angola, en lien avec la mise en œuvre du programme du FMI depuis 2018. Après 1,3 Md USD en faveur du pays en 2020 (année fiscale – de juillet à juin), jusqu'à présent l'institution financière internationale a engagé 950 MUSD en 2021.

Afrique australe

Publication de l'indice de liberté économique pour l'année 2021

La fondation *Heritage* (Washington) a publié son classement des pays en fonction du degré de liberté économique (Index of Economic Freedom) pour l'année 2021 – indicateur composite sur 100 compilant notamment les performances des pays en matière de respect de l'état de droit, de poids de l'Etat dans l'économie, d'efficacité de la régulation et d'ouverture des marchés. La plupart des pays de la sous-région (Angola, Mozambique, Zambie), se classent globalement en bas de tableau, entre le 140^{ème} et 160^{ème} rang sur 178. On note toutefois de très fortes disparités au sein de la zone: le Botswana se positionne ainsi parmi les premiers pays africains (derrière l'île Maurice et le Rwanda), à la 51^{ème} place, dans la catégorie des économies « modérément libres » alors que le Zimbabwe décroche la dernière place du classement. Sur l'année, les pays d'Afrique australe ont connu des évolutions contrastées: l'Angola (+14 rang), la Namibie (+13), le Mozambique (+7) et l'Afrique du Sud (+6) ont le plus progressé – renforcement des systèmes fiscaux et judiciaires. A l'inverse, le Botswana (-12 – dégradation dans la protection des droits de propriété) et la Zambie (-12 – recul de l'ensemble des indicateurs dans un climat économique particulièrement dégradé) ont chuté au classement.

	Rang / 178		VAR	Catégorie
	2021	2020		
Botswana	51	39	-12	Moderately free
Namibie	83	96	13	
Afrique du Sud	99	105	6	Mostly unfree
Eswatini	137	130	-7	
Angola	140	154	14	
Lesotho	142	138	-4	
Malawi	145	152	7	
Mozambique	153	160	7	
Zambie	159	147	-12	Repressed
Zimbabwe	174	174	0	

Afrique du Sud

L'inflation ralentit et atteint 2,9% au mois de février

Le taux d'inflation sur un an recule nettement au mois de février pour atteindre 2,9%, après 3,2% en janvier. Elle atteint ainsi son niveau le plus faible depuis huit mois. Alors que l'indicateur s'était stabilisé légèrement au-delà de 3% depuis plusieurs mois, ce coup d'arrêt dans la progression des prix le place en dehors de la fourchette basse fixée par la banque centrale (3%). Les principaux postes contributeurs à l'augmentation des prix ont été les « denrées alimentaires et boissons alcoolisées » (+5,2% soit une contribution positive de 0,9 point), le « logement, l'eau et l'électricité » (+2,6% et +0,2 point) et les transports (+1,2% et +0,2 point), en lien avec la hausse des cours du pétrole (+1,3% sur le mois). Le ralentissement de l'inflation pour le poste « biens et services divers » explique en grande partie l'évolution observée au cours du mois. A noter que les analystes confirment leurs prévisions en faveur d'une reprise de l'inflation dans les mois à venir (consensus entre 4,2% et 4,4% sur un an à l'horizon fin 2021) – augmentation des prix du pétrole et de l'électricité, qui sera contrebalancé par un niveau toujours faible de la demande intérieure et l'évolution du rand.

La SARB maintient son taux directeur à 3,5% (SARB)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (South African Reserve Bank – SARB), qui s'est réuni le 25 mars, a décidé de maintenir le taux directeur à 3,5%. La SARB continue d'affirmer qu'elle a poussé la mobilisation du levier monétaire jusqu'à sa limite pour accompagner la reprise de l'économie dans un contexte d'inflation qui reste modéré. Cette décision était largement attendue compte tenu de l'évolution des fondamentaux – croissance du PIB meilleure qu'attendue au quatrième trimestre, qui a entraîné une révision à la hausse

de la plupart des prévisions et révision à la hausse des prévisions d'inflation de la SARB (4,4% sur un an en décembre 2021 contre 4% auparavant). Les modèles de l'institution monétaire évoque un possible durcissement de la politique monétaire dès le second semestre. A noter que cette décision a été prise à l'unanimité des cinq membres, contrairement au dernier comité du mois de janvier où deux membres avaient soutenu un abaissement du taux repo.

Fitch révisé à la hausse ses prévisions de croissance (Fitch)

Dans son *Global Economic Outlook*, l'agence de notation Fitch a rehaussé ses prévisions de croissance pour l'économie sud-africaine, tablant désormais sur une hausse du PIB de +4,3% en 2021 – contre +3,6% au préalable. Elle prévoit en effet que la reprise se consolide et s'accélère au second semestre 2021 avec l'assouplissement des restrictions sanitaires, même si elle devrait rester limitée par les difficultés structurelles de l'économie (délestages électriques, marché du travail déprimé etc.). Pour rappel, Fitch avait dégradé en novembre la notation souveraine du pays à BB- (trois crans en territoire spéculatif). A noter que Fitch n'est pas seule : la Banque Africaine de développement (+1,7 point à +3%), Nedbank (+0,5 point à +4%) ou encore la SARB (+0,2 point à +3,8%) ont aussi relevé leur prévision pour 2021.

Angola

Annnonce du plan de développement industriel 2025

Le ministre de l'Industrie a présenté le vendredi 19 mars son plan de développement industriel 2025. Celui-ci vise à développer l'industrie manufacturière du pays par un plan massif d'investissement (120 MUSD de fonds alloués par le gouvernement sur quatre ans). L'objectif du plan gouvernemental est de faire passer le poids du secteur industriel à 9% du PIB en 2025 – contre 6,6% en 2020. Les investissements seront

principalement dédiés au développement des infrastructures pour faire gagner le pays en compétitivité et pour accompagner le développement de secteurs prioritaires (produits industriels de première nécessité ou « *cesta basica* »).

Botswana

S&P maintient sa notation souveraine à BBB+ (S&P)

Le 23 mars, l'agence de notation S&P a confirmé la notation souveraine du pays à BBB+, soit trois crans avant la catégorie spéculative. Elle maintient également la perspective négative en rappelant l'impact massif de la crise sur l'économie, avec une contraction du PIB de l'ordre de 7,7% en 2020 – faisant du Botswana l'une des économies les plus touchées en Afrique subsaharienne. Si S&P envisage un net rebond en 2021 (+6%), celui-ci reste incertain, fonction de l'évolution de la situation sanitaire internationale et dans le pays (reprise et appétit pour les voyages internationaux, rebond de la demande de diamants, programme de vaccination). Bien que les finances publiques et les comptes extérieurs aient aussi souffert de la crise, le Botswana continue de profiter d'une situation macro-économique stable, avec un niveau d'endettement public largement soutenable (représentant environ 40% du PIB). Pour rappel, si S&P avait dégradé la note souveraine du pays à la toute fin du mois de mars 2020, cette dernière reste largement supérieure aux autres pays de la zone.

Namibie

Lancement du plan de développement (Harambee Prosperity).

Le 18 mars, le président de la République Hage Geingob a présenté la seconde phase du Harambee Prosperity Plan – plan de développement national visant à concrétiser les objectifs du plan Vision 2030. Cette deuxième

phase est principalement axée sur (i) L'amélioration de la gouvernance; (ii) Le développement des infrastructures; (iii) La protection des plus démunis; (iv) Le développement du secteur privé. Elle prévoit notamment la mise en œuvre de réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires (investissements, transparence, réforme foncière etc.). Elle prévoit aussi la création d'un fonds souverain dont les ressources et la dotation initiale n'est pas dévoilée. Sur la période 2021-2025, le plan prévoit des investissements publics à hauteur de 27 Mds NAD (1,6 Md EUR) générant plus de 400 000 emplois.

Zambie

Les conditions de crédit demeurent tendues dans le pays. (BoZ)

La banque centrale (Bank of Zambia – BoZ) a publié son rapport sur l'état du crédit dans le pays au quatrième trimestre 2020. Il en ressort une nette diminution de la demande d'emprunts émanant des ménages (prêts à la consommation, prêt hypothécaires etc.) dans un contexte global d'incertitude, doublée d'une situation domestique particulièrement dégradée. En plus de l'augmentation des taux en lien avec le durcissement de la politique monétaire (hausse du taux directeur de 50 bps à 8,5% en février 2021), les banques ont également durci leurs conditions d'octroi du crédit – aversion au risque en période de crise pour limiter les défauts. Du côté des prêts aux entreprises, les financements à long terme ont enregistré un recul significatif

(report de nombre de projets d'investissement) alors que la demande de financement de fonds de roulement reste particulièrement élevée à la fois pour les PME et les grands groupes – besoin de liquidité pour traverser la crise et éventuellement financer la relance de l'activité.

Le PIB a continué de se contracter au troisième trimestre, les finances publiques toujours plus dans le rouge (BoZ)

Dans son rapport pour le quatrième trimestre 2020, la BoZ présente aussi l'évolution des principaux agrégats économiques. Au troisième trimestre 2020 – dernières données disponibles – l'activité a enregistré une contraction de 2,6% du PIB comparativement à la même période de l'année précédente (après -5,6% au trimestre précédent). Contrairement à la plupart des économies de la zone, le PIB n'a pas rebondi dès le troisième trimestre. Il convient aussi de noter que la contraction observée au second, au plus fort de la crise a été beaucoup plus modérée. Par ailleurs, la dette publique extérieure a continué à augmenter au quatrième trimestre, passant de 12,36 Mds ZMW (0,48 Md EUR) à 12,75 Mds ZMW (0,5 Md EUR) à la fin du mois de décembre – en lien avec la dépréciation du Kwacha, le gouvernement s'étant engagé à éviter toutes nouvelles dettes dans le cadre de la mise en œuvre de la suspension du service de la dette par les pays du G20. A noter que le ministère des Finances a annoncé un nouveau défaut sur le paiement d'un coupon d'obligation souveraine (Eurobond) de 20 MUSD le 20 mars – il s'agit du troisième après novembre 2020 et janvier 2021.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15 ZAR	-1,7%	-1,5%	16,3%	-1,9%
Angola	619,9 AOA	-1,1%	4,4%	-15,4%	4,6%
Botswana	10,9 BWP	-0,3%	-1,7%	6,4%	-2,0%
Mozambique	70,6 MZN	2,0%	5,3%	-5,8%	5,0%
Zambie	22 ZMW	-0,1%	-1,6%	-20,2%	-3,8%